

Dépêche AEF : Coopération avec l'Algérie : l'université de Rouen accompagne des universités sur l'autonomie avec le projet Esagov

4-5 minutes

L'université de Rouen a organisé les 14 et 15 janvier 2020 une réunion d'étape du projet européen Esagov destiné à "accompagner la transition des universités algériennes" sur les questions de gouvernance et d'autonomie. Interrogée par AEF info, la DGS Valérie Gibert précise que depuis 2008 les établissements du pays sont passés au LMD et poursuivent une stratégie autour de l'assurance-qualité. Le projet Esagov, piloté par le réseau Unimed, implique jusqu'en 2022 l'université Paris-I ainsi que les universités italiennes de Ca'Foscari à Venise et de Pavie.



Université de Rouen Normandie

"L'Algérie s'inscrit depuis 2008 dans un projet de mise en conformité avec les critères qualité" européens, d'abord en adoptant le LMD mais aussi par l'installation d'une commission chargée de la mise en œuvre de l'assurance-qualité. C'est ce qu'indique à AEF info Valérie Gibert, DGS de l'université de Rouen, à l'occasion de la réunion des partenaires du projet européen

[Esagov](#), organisée dans son établissement mi-janvier 2020. Démarré en avril dernier, ce projet piloté par [le réseau Unimed](#) associe les universités de Rouen, de Paris-I, de Ca'Foscari à Venise et de Pavie pour "accompagner la transition des universités algériennes".

Esagov court jusqu'en 2022 avec un budget de 975 720 €, et consiste en Algérie en un appui à 12 universités, au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'à la "commission pour l'implantation de l'assurance qualité". Les objectifs sont d'aider à tendre "vers une plus grande autonomie des universités", à "renforcer la démarche qualité" au service de la gouvernance, et à "renforcer les compétences stratégiques des chefs d'établissement et de leur personnel académique et administratif".

État des lieux, préconisations, formations

L'Algérie fait aujourd'hui face à une problématique de massification de l'accès aux études supérieures que connaissent bien les universités françaises, souligne Valérie Gibert. Le pays dénombre maintenant 107 établissements universitaires et la moitié de la population a moins de 25 ans, alors que l'enseignement supérieur reste gratuit. L'université de Rouen a pour tâche de réaliser un "état des lieux" en vue d'émettre des "préconisations" et confronter les pratiques à celles des universités européennes.

Un rapport remis en janvier montre ainsi "une grande disparité entre établissements" sur les moyens à disposition comme sur stratégies à l'œuvre. "Ce n'est pas une surprise, nous connaissons cette situation aussi en France, mais cela aide à travailler pour aller vers plus d'autonomie et mieux se positionner dans les discussions sur les moyens avec l'État", note Valérie Gibert. D'une manière générale, les établissements algériens "réclament plus d'autonomie" et pour cela il faut gagner en qualité pour "améliorer la gouvernance, mettre en place des indicateurs, des dispositifs de suivi".

L'objectif d'autonomie est aussi pédagogique pour pouvoir "davantage travailler avec le milieu socio-économique, développer les formations professionnalisantes, modifier l'offre de formation avec des licences pro, avec l'équivalent des IUT, mettre l'accent sur le doctorat..." au service de l'insertion professionnelle des étudiants. La question de l'autonomie ne concerne pas encore la gestion budgétaire et les ressources. Pour relever ces défis, les universités algériennes devront mettre en place un plan de formation des équipes dirigeantes, des "relais dans les composantes" et des administratifs, qui débutera à l'automne prochain.